

## **Rapport de la commission de Contrôle Financier sur les années 2005 - 2006 - 2007 - Jean-Marc COPPOLA au 34ème Congrès**

**Cher(e)s camarades,**

**Le rapport que je vous communique, porte sur la gestion financière et la réalisation budgétaire du Conseil National.**

Le rôle de cette commission est d'établir et contrôler la concordance entre la comptabilité et la présentation synthétique, accompagné de quelques appréciations politiques.

Il ne s'agit pas d'un contrôle permanent des finances, mais d'un contrôle à posteriori de la conformité politique des comptes.

Je voudrais à ce propos insister sur l'existence des Commissions de Contrôle dans les Fédérations, et sur leur utilité « politique » pour ne pas se reposer sur le contrôle financier et comptable des commissaires aux comptes, ou sur les trésoriers.

Les exercices sur lesquels vous êtes appelés à donner votre approbation sont : l'année 2005 -lors du congrès en mars 2006 les comptes 2005 n'étaient pas certifiés- et les années 2006 et 2007.

Permettez-moi de remercier les membres de la commission avec qui j'ai élaboré ce rapport et remercier également notre trésorier Jean-Louis Frostin et son équipe, Serge Leblond, Claude Chapet et Monique Renault pour leur disponibilité à fournir les éléments nécessaires au travail de la commission. Notre contrôle s'effectue sur les comptes du Conseil national, le rapport apporte une appréciation globale sur les finances de l'ensemble du Parti, c'est-à-dire le Conseil National, les Fédérations et les sections.

I - Quels enseignements tirons-nous de ce travail ?

D'abord nous avons chaque année une meilleure visibilité politique d'ensemble, par une meilleure prise en compte des réalités des Fédérations, de leurs besoins, mais aussi des potentialités existantes.

Ensuite si nous constatons moins de marges de manœuvre au niveau de la trésorerie nationale, nous décelons un potentiel de moyens important par des liens renforcés entre les différentes structures du Parti :

entre le Conseil National et les Fédérations et vice versa

entre les Fédérations par exemple à l'échelle d'une Région

Enfin nous observons une augmentation des dettes de cotisations des Fédérations à l'égard du CN et dans le même temps un rattrapage des Fédérations vis-à-vis des sections.

Cela témoigne d'une volonté d'aider les sections, et d'anticiper le coût de l'activité politique à venir.

Mais nous constatons que le Conseil National supporte un tiers des difficultés de trésorerie des Fédérations, avec des inégalités entre elles, et nous ne pouvons pas laisser la situation en l'état.

Cela exige de mieux élaborer les budgets dans les Fédérations et de bien penser - à tous les niveaux - aux dépenses lorsque l'on décide une initiative, et surtout qui finance ?

Avant d'être une question financière, c'est bien sûr une question politique pour mieux associer en amont l'ensemble des communistes, mais c'est aussi une question financière.

Je voudrais par votre intermédiaire saluer le rôle des trésoriers et des trésoriers, un rôle essentiel, souvent ingrat, dans l'ombre, qui n'est pas un rôle comptable, mais qui doit être pris comme une aide au développement d'initiatives, comme un moyen de rayonnement de notre politique.

Je voudrais saluer aussi le travail des collectifs financiers, que nous voulons inciter à démultiplier et qu'il est utile de revaloriser.

Ainsi, grâce à cette meilleure prise en compte et malgré l'intense activité de ces 3 années - congrès, élections nationales et locales?- les charges ont été sensiblement réduites afin de faire face à des impératifs.

Les comptes témoignent d'une amélioration sensible de la situation financière par une meilleure maîtrise des dépenses, que l'on peut mettre à l'actif du secteur financier, et du « pôle moyen du Conseil National » animé par Jean-Charles Nègre, dont je salue le travail.

Mais cette amélioration est aussi le résultat d'un effort significatif sur les recettes que l'on doit à l'ensemble du parti, des militants et des structures.

Derrière cette amélioration, demeurent des inégalités - concernant l'anticipation, la politique budgétaire, l'endettement, la bataille financière? Cela nécessite que nous consolidions le redressement engagé et la politisation de la question financière afin de dégager des marges pour une activité communiste renforcée.

Notre première appréciation sera que le Conseil national de notre Parti a une meilleure gestion de ses finances.

Si 2005, enregistre un excédent pour la 2ème année consécutive, 2006 et 2007 sont des années d'équilibre avec de faibles déficits.

C'est un élément intéressant qui n'empêche pas la nécessité de constituer un fonds de roulement dans l'attente du versement de l'aide publique (sans pour autant tomber dans le bas de laine)

Ce fonds de roulement revêt plusieurs avantages :

1. il diminue le recours aux découverts bancaires, avec le paiement des intérêts qui en découlent. Un argument encore plus valable dans la période actuelle de crise financière.

2. il permet de ne pas hypothéquer le déploiement des activités par une trésorerie insuffisante

3. par des provisions dans les budgets sur plusieurs exercices, il assure le coût des initiatives prévisibles comme nos Congrès, les élections?

Pour résumer

Dans la dernière période - tendue financièrement - il n'a pas été seulement recherché à inverser la tendance lourde du déficit structurel, mais il a été recherché de construire des budgets équilibrés, en anticipant le financement des initiatives et des campagnes électorales.

Si je prends l'anticipation pour la Présidentielle et les résultats positifs des dernières élections locales, tout cela nous donne un peu d'oxygène qui nous manquait lors des précédents scrutins.

C'est un élément me semble-t-il important pour pratiquer à l'identique pour les européennes et les régionales, qui sont les deux prochaines échéances.

II - Concernant l'étude des comptes de résultat des 3 exercices

Nous avons plus regardé la structuration des 3 budgets consécutifs, que les chiffres

A-D'abord l'examen des recettes basées sur les cotisations, les indemnités et la souscription

Je voudrais souligner d'une manière générale, que les recettes sont le reflet de la dynamique de notre politique, un des outils de mesure de notre activité, et d'évaluation de notre rapport aux adhérentes et aux adhérents, aux élu(e)s, ainsi qu'aux citoyennes et aux citoyens.

Les cotisations Ce poste représente environ 12 % des recettes du Conseil National. La comparaison entre les années 2005 et 2006 montre une progression de 106.152 €, et de 14.466 € entre 2006 et 2007, pour atteindre un montant de 1.512.440 €.

A travers cette part, nous voyons bien le lien adhérents / activité, car s'il est faible en masse, il est important politiquement. En effet s'il y a moins de cotisants, nous enregistrons un paiement des cotisations plus régulier.

Nous avons assez d'éléments concrets en croisant les informations de la vie du Parti, pour dire qu'un adhérent sur deux cotise et qu'il y a des cotisants dans les Fédérations qui ne sont pas répertoriés au CN. Il est question de transparence, d'efficacité politique, et de réglementation.

Par la cotisation, nous touchons au rayonnement du Parti communiste, au rapport à l'intime de chaque adhérent, à la vie personnelle, à l'argent.

C'est aussi un rapport à la souveraineté des adhérentes et des adhérents, donc à la démocratie, car derrière une cotisation, il y a une actrice ou un acteur de l'activité de proximité.

Enfin, les cotisations structurent les autres lignes de recettes (souscriptions et reversements des indemnités)

Un mot sur les prélèvements automatiques - dont il faut voir l'évolution au fil des années dans le rapport : nombre de prélèvements / montant des prélèvements / nombre de cotisants - ce mode de paiement ne remplace pas le lien indispensable entre le parti et les adhérents, d'ailleurs il n'est pas fait pour cela.

L'objectif au niveau des cotisations est que le plus grand nombre cotise, en fonction du barème et

des ressources de chacune et chacun et plus régulièrement.

Les contributions des élus au niveau du CN - il s'agit dans mon propos uniquement des Parlementaires

Cette ligne représente 31,5 % des recettes du CN en moyenne sur les 3 exercices.

2006 montre un recul par rapport à 2005 de 345.780 € et de 1.006.829 € entre 2007 et 2005.

Ces chiffres ne témoignent pas forcément d'un recul du reversement des élus comme attitude politique, mais il s'agit d'une modification de la comptabilité pour des raisons fiscales.

Il y a eu certes des évolutions de situations personnelles, des évolutions de dépenses qui n'existaient pas en 2005 et ne nous le cachons pas, des difficultés politiques se traduisant parfois par des décisions unilatérales de la part de camarades, qui décident seuls de devenir permanents, de financer du matériel de communication?

D'où l'intérêt de ne pas laisser filer ce type de situations, certes marginales, mais qui existent. Il faut discuter avec nos élus, régulièrement et politiquement, et poursuivre voire améliorer le lien entre le CN, le Parlementaire et la Fédération concernée.

En ce domaine et peut être plus que d'autres, rien ne se décrète, rien ne se fait d'autorité, et l'efficacité passe par le débat, la conviction, la prise de conscience et l'engagement moral d'être cohérent avec un militantisme désintéressé au service de l'intérêt général et aux services du bien être des femmes et des hommes, qui est la marque de notre Parti.

La souscription

Avec une moyenne de près de 18 % de ce poste par rapport au total des produits sur les 3 exercices, pour atteindre 19 % en 2007, ce poste a progressé. La souscription est un indicateur de notre capacité à nous mobiliser (on l'a vu pour l'Humanité). Elle est un indicateur de notre lien à la population.

Aussi j'attire votre attention sur le fait que la souscription réalisée au niveau du Conseil National repose sur 5 à 8000 souscripteurs, et là nous voyons bien qu'il y a une source de développement possible avec un engagement plus important des Fédérations.

Par exemple en gagnant entre 10 et 100 souscripteurs au niveau de chaque Fédération, en fonction de la taille, on doublerait le niveau de la souscription nationale.

La démarche à encourager est celle de l'établissement de contrats avec les Fédérations, à partir d'un engagement partagé et d'un accord mutuellement avantageux.

Concernant les autres produits

En 2005, sur les 859 965 €, il faut savoir que 456 245 € représentent une opération comptable entre la société immobilière et le CN et non une entrée de trésorerie.

L'aide publique

Ce poste représentait 28 % des recettes en 2005, pour atteindre 29 % en 2007 (dû aux résultats de la présidentielle et des législatives).

Mais en 2005, nous avons reçu une subvention de 800.000 € versée pour la campagne du référendum sur le Traité constitutionnel européen.

En conclusion de la partie recettes, tout le monde aura compris, qu'il s'agit de mieux asseoir la structure de nos budgets sur les autres composantes que cette aide, au risque de se retrouver devant de véritables contraintes pour toute notre activité.

Ce qui ne signifie pas d'abandonner la bataille politique nécessaire à mener pour gagner des élus comme outils de la démocratie, et pour obtenir le statut de l'élu et du militant associatif.

B- Sur la partie dépenses

Avec des recettes moins importantes, et une diminution des dépenses, il convenait surtout de les réorienter pour « mieux financer l'activité et moins la structure ». Je voudrais souligner l'effort fourni dans l'aide aux fédérations (+ 10 %), dans l'aide à l'activité parlementaire qui est stable, et dans les moyens accordés pour l'information et la formation (+ 47 %).

En 2005 le référendum - qui n'était d'ailleurs pas prévu au budget prévisionnel - n'a pas fait l'objet d'un compte de campagne ce qui explique le montant important de 2 382 225 €.

Nous pouvons dire que le million d'euros en 2006 représente le montant moyen de dépenses en Communication et Initiatives.

Sur les 3 exercices, les engagements pris ont été tenu à hauteur en moyenne de :

La moitié des charges (51 %) pour l'activité et les initiatives politiques

Un cinquième du budget (21 %) pour les salaires et cotisations sociales. Les salaires étant à considérer comme un investissement politique et non un coût.

La commission souhaite attirer votre attention sur le fait qu'il n'y a pas eu de plan social depuis 2002, et qu'il n'y a pas eu d'inflation de la masse salariale

Nous constatons à peine plus d'un quart (28 %) de dépenses pour le fonctionnement et les charges fixes Dans les charges, la baisse s'explique par les gros efforts de gestion du CN (renégociation des gros contrats, téléphones, affranchissement?, baisse des frais de déplacements par une prise en compte par les FD suivant l'organisation de l'initiative avec participation de dirigeants du CN, resserrement des règles de gestion au quotidien,?)

III - Concernant le bilan du CN pour les années 2005, 2006 et 2007

Nous constatons une baisse de l'actif : on passe de 7, 1 M€ à 5,4 M€ par cession d'actifs et par l'augmentation des dettes des Fédérations vis-à-vis du CN.

Cela engendre moins de marges : d'où les provisions par augmentation de l'épargne, afin de prévoir notre Congrès, et d'anticiper l'impact des futures élections sur les Fédérations.

IV- Concernant les perspectives

Après une gestion rigoureuse ces dernières années, en ayant réalisé l'exploit de provisionner des dépenses importantes - présidentielles et congrès - aujourd'hui l'objectif est d'équilibrer et de provisionner pour les prochains exercices.

La part de charges fixes reste encore importante (il ne s'agit pas de mettre en danger la structure), mais il faut tout à la fois des moyens pour la structure indispensable pour l'activité et rééquilibrer le rapport Fonctionnement / Communication, cette dernière étant essentielle dans l'activité de notre Parti.

V- La Commission souhaite attirer l'attention du Congrès sur l'année 2007

Elle est caractérisée par un plan structurel - plan d'Urgence - qui découle des résultats des élections présidentielle et législatives et qui court jusqu'à fin 2009. Il a permis environ 1 M€ d'économies. Malgré des provisions, il faut prendre en compte la perte de 5 députés rattachés au PCF, soit des recettes annuelles amputées de 400 K€.

Il faut également intégrer des impasses de trésorerie, récurrentes depuis plusieurs années comme :

Le déficit de la Société immobilière Carrefour de Châteaudun (SICC) de 1,2 à 1,5 M€, qui justifie le versement de trésorerie du Conseil National de l'ordre de 750.000 euros à 1 M€

L'endettement global des Fédérations à l'égard du CN au cours des 2 dernières années et malgré des rencontres et des efforts faits qui s'élève à 1,8 M€

Enfin s'il faut bien reconnaître que beaucoup d'efforts ont été faits depuis 2000, aujourd'hui l'économie nécessaire s'élève à 3,1 millions d'euros par an sur un budget de près de 13 M€, soit près d'un quart d'économie.

VI - Enfin quelques mots sur l'année 2008 où notre budget avoisinera les 10 M€

Nous notons aussi une gestion plus rigoureuse par :

La restructuration de notre presse, la suspension de Transparence

Une nouvelle organisation du travail interne à la direction nationale

La libération de 2 étages du siège pour louer et ainsi augmenter les recettes

Ces éléments sont une invitation à travailler autrement et à traduire ces contraintes en dynamique positive, en s'appuyant sur ce que la Commission souligne :

les efforts faits amènent des résultats

la tenue des engagements est une pratique à poursuivre

et la réalisation des initiatives offensives sur les recettes et la nouvelle politique financière sont à amplifier

Avant de conclure je voudrais livrer au Congrès l'information suivante : par le croisement des comptes consolidés 2006 des principaux partis politiques en France, je vous confirme que le PCF est bien la 3ème force politique de notre pays, qui conforte l'appréciation que nous portons au lendemain des élections municipales et cantonales en terme de nombre d'élus.

Je ne livre pas cette information par esprit de compétition. Je voulais juste vous faire partager cet élément pour valoriser l'engagement militant qui permet d'obtenir les moyens d'une indépendance plus forte vis à vis des institutions que ne le sont l'UMP et le PS. Je tiens à votre disposition un graphique intéressant.

C'est une singularité à souligner et amplifier pour renforcer notre Parti pour animer une démocratie vivante et moderne.

VII- Comme je l'ai dit au début de mon propos, ce rapport suivi d'un débat doit déboucher sur une validation politique

Avec tous ces éléments la Commission propose que nous donnions quitus au trésorier national en exercice pour la période 2005 à 2007.

Je vous remercie de votre attention.